

# Une alternative anticapitaliste en Europe

*François Sabado*

LA CRISE DU SYSTÈME CAPITALISTE est globale et mondiale, mais elle a aussi une dimension proprement européenne. Les gouvernements de l'Union européenne en viendraient presque à exprimer leur compassion à l'égard des Etats-Unis, tant la récession y est forte. L'ampleur du marché américain en démultiplie, certes, les effets, mais la crise est tout aussi grave en Europe. L'activité économique avait reculé plus tôt et plus fort dans la zone euro qu'aux Etats-Unis. Dès le printemps 2008, l'économie de l'Allemagne, de la France, de l'Irlande, de l'Italie et des Pays-Bas fléchissait. Au total, entre le sommet du cycle économique en 2006 et le quatrième trimestre 2008, le PIB en volume s'est contracté de 1,7 % aux Etats-Unis et de 1,9 % dans la zone euro. D'après les prévisions de la FED, en 2009, le PIB américain se contracterait de 1,9 % à 2,7 %. Dans la zone euro, le PIB baisserait de 2,2 % à 3,2 %. La chute des indicateurs d'activité depuis septembre 2009 est sans précédent par sa brutalité. Le chômage explose. La Commission européenne prévoit plus de 3 points d'augmentation du chômage d'ici fin 2010. Il atteindrait les 10 % pour la première fois depuis 1998. Les prévisions de suppression d'emplois dépassent les 10 millions de postes. La production a baissé de plus de 20 à 25 % dans un secteur comme l'automobile. La consommation recule brutalement.

La singularité européenne réside dans le fait que la nature et les structures de l'Union européenne aggravent la crise. L'absence conjuguée d'intégration économique et de démocratie dans la construction européenne bride l'initiative politique. Le dogme de la « concurrence libre et non faussée » aggrave même cette situation. Les dispositifs mis en œuvre depuis la fin des années 1980 par les traités de Maastricht, d'Amsterdam et de Lisbonne sont submergés par la crise. Les critères du Pacte de stabilité ont explosé. Les déficits budgétaires dépassent le plafond fatidique des 3 %. La dette publique s'envole. Le marché unique connaît des tensions protectionnistes. Les plans de soutien à l'industrie nationale comme le « plan automobile » français prennent le pas sur la coordination d'une politique industrielle. Areva scelle des accords avec l'agence nucléaire russe et délaisse un projet européen avec le groupe nucléaire allemand Siemens.

A ce jour, l'euro tient, mais les tensions monétaires s'accumulent. Le système financier du Royaume-Uni est touché de plein fouet. Les pays baltes sont dans le rouge. L'Allemagne elle-même a peiné, en décembre dernier, pour boucler un emprunt auprès des banques. Les besoins de capitaux sont considérables. La Grèce, l'Irlande, l'Ukraine, l'Espagne risquent la banqueroute. Des plans de sauvetage sont échafaudés pour le cas où la crise viendrait à s'aggraver. Le FMI est appelé à la rescousse, tant le risque est grand.

### Les réponses de l'Union européenne

Selon le prix Nobel d'économie, Paul Krugman, le plan Obama qui dépasse 5 % du PIB en 2009 ne réussira guère qu'à réduire de moitié l'ampleur probable de la récession. <sup>1</sup> Que dire des plans de relance européens ? Ils sont pour le moins sous-dimensionnés : 1,3 % du PIB en Grande-Bretagne, 1 % en France, 0,8 % en Allemagne, 0,1 % en Italie. Les 400 milliards revendiqués pour un pseudo-plan européen mêlent allègrement de nouveaux investissements ou des avances sur des projets déjà décidés, quand ce ne sont pas certaines dépenses déjà inscrites dans les budgets sociaux.

Les nouvelles dépenses s'élèveraient à 200 milliards d'euros - 1,5 % du PIB européen -, dont 30 milliards issus de financements communautaires, les autres 170 milliards relevant des budgets nationaux. Ainsi, sur les 26 milliards du plan français, 15 correspondent, à proprement parler, à une impulsion budgétaire, c'est-à-dire à une dépense publique ; 11 milliards relèvent de mesures de trésorerie, l'Etat accélérant le remboursement de certaines dettes aux entreprises. Il faut y ajouter les 2,6 milliards d'aide aux familles les plus défavorisées et au recouvrement du chômage partiel pour mesurer la réalité de l'intervention des pouvoirs publics.

Au final, la relance européenne n'est qu'un habillage communautaire de plans nationaux disparates que chaque Etat avait déjà plus ou moins décidé dans son coin. Giscard d'Estaing lui-même reconnaît que « la gestion économique en Europe est devenue, durant la crise, plus nationale qu'elle n'était avant son déclenchement. C'est d'ailleurs logique, car les instruments d'intervention sont essentiellement nationaux. » <sup>2</sup>

En Europe, la gestion de la crise ajoute donc à la crise. A la différence de la constitution des Etats nations, aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, qui résultait du développement du marché capitaliste et de formidables aspirations démocratiques contenues - voire brisées - par la bourgeoisie naissante, l'Union européenne ne s'est appuyée ni sur la formation d'un capitalisme européen ni sur un élan démocratique, bien au contraire.

Dès 1969, dans sa *Réponse socialiste au défi américain* <sup>3</sup>, Ernest Mandel dégagait la perspective suivante : « L'alternative sera : ou bien la tendance à l'interpénétration européenne des capitaux l'emportera, donnant quelque chance de concurrencer avec succès les USA [...] Un capital européen exigera alors un Etat bourgeois européen en tant qu'instrument le plus apte à le promouvoir, à en garantir les profits et à le défendre contre tous ses adversaires ; ou bien l'Europe des six <sup>4</sup> va se décomposer en des nationalismes économiques de plus en plus en plus étroits, laissant le champ libre à une inévitable mainmise des USA sur le camp capitaliste tout entier. »

La réalité s'est avérée plus complexe. La poussée vers l'interpénétration des capitaux européens a très largement prédominé sur la tendance à la concentration dans le cadre national, mais il ne s'est pas constitué de capital européen à proprement

<sup>1</sup> *New York Times*, 9 janvier 2009.

<sup>2</sup> *Le Monde*, 12 janvier 2009.

<sup>3</sup> Ernest Mandel, *La Réponse socialiste au défi américain*, coll. « Cahiers libres », n° 153, Ed. François Maspero, Paris, 1969.

<sup>4</sup> Le Marché commun comportait alors six Etats : l'Allemagne, la France, l'Italie, et le Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg).

parler. Les plus grosses entreprises ou banques européenne sont croisées avec des entreprises américaines ou de pays émergents. La liste en est connue, dans le transport aérien, l'industrie automobile ou pharmaceutique, notamment. La globalisation capitaliste est passée par là, fusionnant les principales entreprises européennes avec des multinationales, souvent dominées par des capitaux extérieurs.

Il existe bien quelques grands groupes européens comme EADS, mais c'est l'exception. Les classes dominantes se sont emparés du marché unique pour conquérir de nouvelles parts de marché dans le monde globalisé plutôt que de construire une Europe économiquement, socialement, et politiquement intégrée. Manquant de base économique propre, il n'y a pas eu de constitution d'Etat européen en tant que tel. L'Union européenne est dotée de fonctions étatiques partielles, segmentées, mais pas d'une politique globale, socio-économique, militaire ou extérieure. La réintégration complète de la France dans l'OTAN est un nouvel exemple de la subordination du projet de défense européenne à la domination nord-américaine. Ces choix ont conduit à faire de l'Europe la chose privée des gouvernements et d'élites économiques et technocratiques, plutôt que la cause des peuples.

Le risque existe-t-il, alors, d'une décomposition de l'Europe en nationalismes économiques ? La crise aiguise la concurrence, pouvant même la transformer en guerre économique. Le commerce et les échanges mondiaux tendent à se contracter. Les déclarations de Washington appelant à « acheter américain » ou de Madrid exhortant à « acheter espagnol », sont une indication. Les aides de 6,7 milliards du gouvernement français à son industrie automobile traduisent aussi cette tentation.

Plus substantiellement, les contradictions propres à l'Union européenne ont empêché la mise sur pied d'un plan européen coordonné. Les situations d'urgence vont accroître les pressions en faveur de politiques « protectionnistes », voire l'adoption de politiques réactionnaires ou xénophobes. Mais la préservation des positions des Etats dans un monde globalisé les oblige à poursuivre leur intégration dans l'économie mondiale et les institutions internationales. Si les expériences historiques poussent les classes dominantes à réfréner leurs pulsions protectionnistes, l'approfondissement de la crise peut entraîner des modifications, voire alimenter des courants nationalistes, réactionnaires, d'extrême droite dans les classes populaires.

### **Vers un tournant néo-keynésien ?**

Keynes revient à la mode, tout au moins dans le discours. Dans les actes, c'est une autre affaire. Le modèle néolibéral est en crise ouverte, mais les classes dominantes refusent de s'engager dans un changement de cap. Leur politique consiste à faire payer la crise aux travailleurs et aux peuples, et à aménager des dispositifs de sauvetage des banques et d'aides sociales en espérant que la crise s'arrêtera et que les affaires reprendront. Nombre de grandes entreprises profitent de la crise pour restructurer leur production, licencier massivement et réorganiser leurs circuits financiers.

L'Europe pourrait constituer le cadre fonctionnel d'une relance keynésienne. Pourtant, les politiques de l'Union européenne illustrent bien l'incapacité des classes dominantes à impulser un tel tournant. Les gouvernements peuvent prendre des décisions symboliques – les revenus de certains dirigeants de grands groupes plafonnés aux Etats-Unis ou la présence de représentants du gouvernement de la City dans les conseils de direction des banques britanniques –, mais ils n'ont pas l'intention d'imposer de nouvelles normes financières ou de contrôler effectivement le crédit pour relancer l'activité.

L'exemple des paradis fiscaux est éloquent. Le G20 va imposer une certaine transparence des comptes qui y sont déposés – ils devront être déclarés et portés à la connaissance des Etats –, mais les paradis fiscaux continueront à fonctionner et les banques n'auront guère de mal à trouver de nouveaux systèmes pour relancer ces circuits financiers une fois la crise passée.<sup>5</sup> Ici et là, on a resserré le contrôle gouvernemental sur les banques, voire évoqué leur nationalisation temporaire ou partielle, mais il ne s'agit, là encore, que de « socialiser les pertes tout en continuant à privatiser les profits », et non d'une réorganisation du système bancaire pour relancer l'activité. Les discours keynésiens ou néokeynésiens se heurtent à la dure réalité du profit et de la propriété capitaliste.

Il y a, incontestablement, un nouvel interventionnisme de l'Etat dans l'économie, dans le sauvetage des banques, dans les politiques de concentration et de restructuration industrielle et financière. C'est un changement par rapport au discours ultra-libéral – « toujours moins d'Etat » – de Reagan et Thatcher. Mais, il ne faut pas oublier que c'est l'Etat lui-même qui avait déréglementé, privatisé, détruit les acquis sociaux. L'Etat n'a jamais disparu. Aujourd'hui, son intervention a pour objet de sauver le système, en aucun cas de reconstruire « l'Etat social ». Aucun des gouvernements n'a d'ailleurs remis en cause les privatisations effectuées ces dernières années. Les attaques contre les services publics ou les suppressions de postes de fonctionnaires sont confirmées.

La discussion sur le keynésianisme n'a de sens que si elle prend en compte l'ensemble des coordonnées socio-économiques et politiques. Pour apprécier le caractère keynésien d'une politique, on peut prendre comme référence les politiques du milieu et de la fin des années 1930 aux Etats-Unis ou celles de l'Europe d'après-guerre : comparées aux mesures prises actuellement, on est loin du compte. L'option keynésienne n'a pas résulté, à l'époque, d'un choix de développement socio-économique qu'auraient librement adopté les classes dominantes. Elle a été imposée par une modification des rapports de forces – une montée des luttes ouvrières aux Etats-Unis – qui a exigé un tournant des politiques publiques et salariales. En outre, les politiques keynésiennes se sont essentiellement déployées sur la base de l'économie d'armement, de la guerre et pour faire face à des mouvements sociaux et politiques exceptionnels qui ont imposé les « compromis sociaux » de l'après-guerre. Ce sont les destructions de la guerre qui ont exigé les reconstructions de l'après-guerre et créé les conditions de relance.

5/ L'Autriche, la Suisse et le Luxembourg ne figureront même pas sur la liste des paradis fiscaux.

La crise surdétermine toute la politique mondiale. Elle va provoquer des changements, et peut-être des bouleversements, dans la situation de la gauche et du mouvement ouvrier. La politique de la social-démocratie reste dans ses marques social-libérales. Ses dirigeants ont globalement soutenu les plans de sauvetage des banques tout en les jugeant insuffisants et en demandant des contreparties. Généralement, ils utilisent les références à la politique keynésienne, surtout quand ils sont dans l'opposition, pour les intégrer dans des politiques néo-libérales. Antony Giddens, le théoricien de la troisième voie chère à Tony Blair, <sup>6</sup> rejette quant à lui les thèses de Keynes qui seraient devenues caduques avec la globalisation capitaliste. Pour chevaucher les oppositions et les résistances à la crise, les socialistes peuvent toutefois « gauchir » leur discours. Mais leurs positions de fond, synthétisées dans le Manifeste du Parti socialiste européen (PSE) <sup>7</sup>, confirment leur soutien à l'orientation de la construction européenne déployée ces dernières décennies, notamment au plus récent des traités européens, celui de Lisbonne.

Les plans de relance socialistes, présentés par Poul Nyrup Rasmussen – président du PSE – restent dans le flou. Ils peuvent se résumer ainsi : augmentation de l'investissement, soutien aux emplois existants, prise en compte des coûts sociaux de la crise, solidarité avec les secteurs en difficulté, régulation de la finance. En fait, ils s'inscrivent dans le cadre des travaux des cinq conseils européens des chefs d'Etat qui se sont réunis depuis l'été 2008. Il est significatif qu'ils fassent l'impasse sur les services publics, le salaire minimum européen, l'harmonisation des droits sociaux ou encore les mesures opposables aux plans de licenciements. Le PS français ne revendique qu'une augmentation de 3 % du salaire minimum, soit une augmentation mensuelle de 30 euros nets, alors que les salariés de Guadeloupe et de Martinique ont obtenu une augmentation de 200 euros. Les socialistes français sont loin du compte.

Le PSE se distingue des plans européens en vigueur en critiquant leur sous-dimensionnement et leurs rythmes, mais pas leurs finalités. Il en est même réduit à faire pression sur les gouvernements pour qu'ils soutiennent les propositions du FMI. Les dirigeants de la Confédération européenne des syndicats ont rejoint ceux du PSE dans leurs critiques modérées des plans de relance européens. Or, faute de restructurer les banques dans un service public unifié sous contrôle populaire, de remettre en cause les privatisations, de relancer les services publics, de rejeter résolument les traités en vigueur, bref, faute de renverser les rapports entre salaires et profits en questionnant la structure même de la propriété, de telles politiques de relance ne sauraient bénéficier aux classes populaires.

### **Des résistances sociales**

1929 sert souvent de référence pour évaluer l'ampleur de la crise actuelle.

<sup>6</sup>/ Anthony Giddens, Tony Blair, *La Troisième Voie. Le renouveau de la social-démocratie*, Seuil, 2002.  
<sup>7</sup>/ Cf. le site du PSE : <http://elections2009.pes.org/fr/ton-manifeste/le-manifeste/le-manifeste>

Les « années trente » peuvent aussi constituer un point de comparaison avec la situation présente. L'onde de choc est, à ce jour, moins bru-

tales. Les amortisseurs sociaux atténuent les confrontations. <sup>8</sup> Les différences entre ces périodes historiques sont nettes. Une course de vitesse est néanmoins engagée entre les salariés, les mouvements sociaux, le mouvement ouvrier et des droites populistes, autoritaires, xénophobes.

Il n'y a pas de rapports mécaniques entre crise économique et lutte de classes. Mais il y a une double polarisation. Dans l'Europe de 2009, le monde du travail, qui a enregistré une série de défaites dans les années 1980 et 1990, a néanmoins réussi à préserver nombre d'acquis institutionnels et organisationnels, qui constituent autant de points d'appui pour résister à la crise. Ne prévalent ni abattement, ni démoralisation et les premiers mouvements de grève voient émerger de nouvelles générations.

Les résistances sont là, mais profondément inégales à l'échelle européenne. La révolte de la jeunesse grecque a montré le caractère explosif de la situation. Les grèves et les manifestations du 29 janvier et du 19 mars 2009 en France ont mobilisé des millions de travailleurs et de jeunes. Combinant revendications sociales et lutte contre le néo-colonialisme, au-delà de leur singularité, les mobilisations en Guadeloupe et en Martinique ont remis au devant de la scène certains des fondamentaux de la lutte de classes dans les périodes de crise généralisée : grève générale, revendications unifiées, auto-organisation, auto-défense, émergence d'une direction unifiée de la grève. Loin d'être exotique, la révolte antillaise nous livre de précieuses leçons.

Il faut souligner encore les grandes manifestations de la CGTP au Portugal, celles du mouvement syndical en Italie, les mobilisations en Allemagne et en Grande-Bretagne contre le sommet du G20, ou encore les grèves successives des mineurs polonais. Mais tous ces mouvements restent partiels. Leur fait défaut un répondant politique à la hauteur des enjeux. La situation, de ce fait, reste contradictoire. Des forces radicales émergent, sans pouvoir encore prétendre à constituer de nouvelles directions alternatives. Les appareils de la gauche traditionnelle et du mouvement syndical conservent leur contrôle sur les travailleurs. En témoigne, par exemple, l'attitude des salariés de la SEAT de Barcelone, qui ont accepté, à la demande des syndicats, la réduction de leurs salaires en échange de la promesse de sauvegarde de leur emploi.

En Grande-Bretagne, en Italie, ailleurs, les idées réactionnaires ou xénophobes peuvent gagner du terrain. Les rondes de nuit autorisées par le gouvernement Berlusconi et organisées par la droite contre les immigrés, en particulier les Roumains, en sont un témoignage inquiétant. Tout comme le « british jobs for british workers » <sup>9</sup> qui a marqué les dernières grèves de Total en Grande-Bretagne. Certes, ce sont là des positions minoritaires et, à la différence des années trente, elles ne dominent pas la situation. Mais les tensions s'accroissent.

<sup>8</sup>/ D'aucuns ont caractérisé cette situation en évoquant « des années trente au ralenti ».

<sup>9</sup>/ « les emplois britanniques pour les travailleurs britanniques ».

### **Un programme anticapitaliste**

La profondeur de la crise donne une actualité nouvelle aux réponses anticapitalistes. Il faut changer de lo-

gique et l'Europe est un espace à bonne échelle. Elle pèse suffisamment dans l'économie mondiale pour qu'on puisse y créer les conditions d'une rupture avec la globalisation capitaliste. « Ce n'est pas aux peuples et aux travailleurs de payer la crise, mais aux capitalistes », voilà ce que crient les manifestants d'un bout à l'autre du vieux continent. Quel contenu donner à cette volonté populaire ?

D'abord un plan d'urgence social et écologique pour le refus des licenciements et des suppressions d'emploi ; l'interdiction des licenciements par le maintien du contrat de travail et du revenu assuré par l'entreprise, les branches professionnelles patronales ou l'Etat en cas de chômage partiel ou total ; la réduction du temps de travail sans réduction de salaire ; l'augmentation des salaires ; un salaire minimum européen ; l'harmonisation des droits sociaux par le haut, leur alignement sur les meilleurs acquis des législations sociales de chaque pays ; une relance des services publics à l'échelle européenne ; une politique de grands travaux publics centrés sur la priorité écologique (économies d'énergies, énergies renouvelables, lutte contre la pollution, transports en commun, logements sociaux, créations d'emplois dans des activités écologiques socialement utiles).

Ces mesures, que l'on aurait tort de réduire à un simple catalogue, ont une cohérence intrinsèque. La satisfaction de ces revendications passe par une autre répartition des richesses.

La taxation des profits financiers, industriels, bancaires et des grandes fortunes doit financer l'emploi, les salaires, les services publics et la sécurité sociale. Les paradis fiscaux que l'Europe a laissé prospérer dans quelques Etats ou principautés princières doivent être éradiqués.

Mais la crise pose une autre question : qui contrôle, qui décide, qui possède ? C'est la question de l'appropriation publique et sociale. Il faudra, en France, revenir sur toutes les privatisations que les gouvernements, de droite comme de gauche, ont mises en œuvre ces vingt dernières années. Il faudra établir une loi générale pour affranchir les services publics des règles de la concurrence, et instaurer le monopole public sur les services stratégiques. A la propriété privée s'opposera la propriété publique et sociale des secteurs clé de l'économie. Des solutions radicales doivent réorganiser le système bancaire. Il ne s'agit ni de proposer leur « nationalisation temporaire » avant de les « reprivatiser », ni de préconiser – à l'instar du Front de gauche en France ou de Die Linke en Allemagne – un modèle d'économie mixte, où coexisteraient dans un concurrence – déloyale – pôle bancaire public et banques privées.

Rien de fondamental ne sera remis en cause sans la nationalisation sous contrôle populaire de l'ensemble du secteur bancaire et financier. La banque centrale européenne doit devenir une banque publique assujettie aux institutions politiques que se donneront les peuples d'Europe.

A cela s'ajoute une dimension spécifique et majeure de la crise actuelle : avec la combinaison de la crise économique et de la crise écologique s'impose, plus encore, la nécessité de changer de logique, de substituer au productivisme et à la poursuite effrénée des profits, la satisfaction première

des besoins sociaux. Sans la restructuration, aussi nécessaire qu'urgente, de secteurs entiers de l'économie, à commencer par l'automobile, l'armement ou le nucléaire, rien ne permettra de préserver les équilibres socio-écologiques essentiels.

L'Europe peut être le bon niveau pour réorganiser le mode de production et de consommation en fonction de ces priorités. Le « bien commun » constituera l'objectif d'une croissance équilibrée, éco-socialiste, exigeant de redonner un caractère central à la planification démocratique.

Logique des besoins sociaux, développement durable, planification, la démocratie est la seule méthode pour choisir et décider. Elle part du combat quotidien pour les libertés et les droits démocratiques, pour l'égalité des droits, hommes-femmes, entre citoyens européens et étrangers, pour la défense des sans-papiers, la libre circulation et la libre installation des étrangers.

Cette Europe – du traité de Rome à la constitution de l'Union européenne – est consubstantiellement néolibérale et antidémocratique. Tout dans son architecture économique, sociale et institutionnelle doit être changé, les traités annulés et l'ouvrage remis sur le métier. La rupture démocratique exige de dissoudre les institutions actuelles de l'Union européenne, par un processus constituant où se construira une autre Europe, celle de ses citoyens. Avec la tenue de ces nouveaux « états généraux », par leur entrée collective sur la scène sociale et politique, ils la feront leur. Elus au suffrage universel, les délégués à un « congrès des peuples d'Europe » adopteront de nouveaux textes fondateurs pour la construction d'une nouvelle Europe, sociale et démocratique.

Dans ce processus constituant, il reviendra à la gauche anticapitaliste de proposer un programme d'urgence sociale et démocratique, un renversement radical qui mette au centre les besoins et les droits sociaux, une redistribution fondamentale des richesses, l'appropriation publique et sociale des secteurs clés de l'économie. Bref, une rupture avec le capitalisme.

Ces objectifs paraissent sans doute hors de portée dans les rapports de forces sociaux actuels. Mais la crise est là, elle met à l'ordre du jour des solutions radicales, elle appelle des mobilisations sociales et politiques exceptionnelles. Les débats sur les rapports entre luttes partielles, mouvements d'ensemble et grève générale, ces moments spécifiques de la lutte de classe, reviennent à l'ordre du jour. Les réformes partielles s'inscrivent dans des projets de transformation de la société qui posent la question du pouvoir.

Les dirigeants sociaux-démocrates critiquent à l'envi la gauche radicale qui refuserait « de mettre les mains dans le cambouis » et offrirait sur un plateau à la droite, le pouvoir qu'elle refuse d'exercer avec la gauche de gouvernement. Mais de quel pouvoir s'agit-il et qui doit l'exercer ? Au nom de qui et pour quelle politique ? Qu'un large mouvement de masse auto-organisé fasse irruption sur la scène politique et, à ces questions, il apportera, sinon la réponse, tout au moins ce qui la rend possible, ce qui peut fonder un gouvernement populaire porteur d'un programme social, démocratique et anticapitaliste.

En quoi la participation à des gouvernements sociaux-libéraux, en partenariat avec des partis socialistes ou de centre gauche, saurait-elle servir cette perspective ? Il ne s'agit pas seulement d'une question tactique. Comment défendre de manière conséquente les revendications sociales contre la crise capitaliste, comment s'en prendre à la propriété du capital, stimuler l'auto-organisation du mouvement populaire et l'autogestion socialiste et participer, dans le même temps, à un gouvernement qui gère les équilibres du système ?

De ce point de vue, les comparaisons de la situation actuelle avec celle du mouvement ouvrier à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ou au début du XX<sup>e</sup> sont peu opérantes. Tous les courants de la social-démocratie vivaient alors dans le même bain idéologique : la lutte de classes, la révolution, le socialisme. Les discussions stratégiques séparant réformistes et révolutionnaires, sur la question de la grève générale notamment, ne faisaient que commencer. Les déformations bureaucratiques déjà à l'œuvre dans la social-démocratie allemande n'étaient pas encore totalement cristallisées. Le « millerandisme », première expérience de participation à un gouvernement de collaboration de classes, date du début du XX<sup>e</sup> siècle. <sup>10</sup>

Un siècle plus tard, nous avons affaire à des appareils consolidés sur les plans syndical et politique. Les références à l'Etat providence, à la social-démocratie des années 1970 pour Die Linke ou le Parti de gauche en France, renvoient à cette histoire. Ces forces ne voient pas de possibilité de changement hors du respect des équilibres de l'économie de marché capitaliste et des institutions de la démocratie parlementaire.

Une démarcation nette sur le refus de participer à des gouvernements sociaux-libéraux relève aussi de la nécessité vitale d'une perspective indépendante des vieux appareils de la gauche traditionnelle pour réorganiser et reconstruire le mouvement social. Dans les pays où la gauche radicale a pu participer à un gouvernement avec la social-démocratie ou le centre gauche, elle a été satellisée par la gauche social-libérale. La force d'attraction des institutions bourgeoises a été plus forte que toutes les proclamations antilibérales. C'est le cas du PCF et de Jean-Luc Mélenchon dans le gouvernement Jospin en France, de Refondation communiste en Italie, de la Gauche unie en Espagne. C'est la chronique annoncée pour Die Linke, qui participe déjà à la gestion de la région de Berlin aux côtés des sociaux-démocrates du SPD.

Si cette divergence a empêché, en France, un accord entre le NPA et le Front de gauche formé par le PCF et le Parti de gauche (PG), c'est qu'elle n'est pas circonstancielle, anecdotique.

Le NPA avait proposé une « alliance durable anticapitaliste » à toute la gauche radicale. Cela supposait de rejeter toute participation ou tout soutien à des coalitions avec la social-démocratie tant au niveau européen qu'au niveau régional – les élections régionales auront lieu au printemps 2010 – ou parlementaire. Le PCF et le PG ont refusé une telle proposition

<sup>10</sup>/En 1899, Millerand, député socialiste, entre dans le gouvernement formé par Waldeck-Rousseau.

en écartant toute remise en cause de leur politique d'alliance avec le

PS, nécessaire en général – mode de scrutin oblige – pour avoir des élus. Où est alors la cohérence à se présenter sur un programme anticapitaliste tout en formant des coalitions avec un Parti socialiste qui accepte le cadre des réponses néolibérales à la crise ?

Il y a là une ligne de partage au sein de la gauche radicale, entre des forces néo-réformistes de gauche et des courants ou partis anticapitalistes, comme le NPA, le Bloco de Esquerda au Portugal, Sinistra Critica en Italie, le Parti polonais du travail, la Gauche anticapitaliste en Grande-Bretagne et en Ecosse, des courants anticapitalistes en Allemagne – au sein et en dehors de Die Linke –, la Gauche révolutionnaire en Belgique ou encore en Grèce – qu'elle soit dans la Gauche anticapitaliste ou dans Syriza, coalition regroupant Synaspismos, courant d'origine eurocommuniste de gauche, et des forces révolutionnaires. Si la direction actuelle de Synaspismos refuse de former un gouvernement avec le Pasok, elle participe à des exécutifs de gestion dans une série de grandes villes grecques et elle s'est divisée sur la perspective, à moyen terme, de participation à un gouvernement avec la social-démocratie.

La conjonction de la crise économique, de l'évolution social-libérale de la social-démocratie et des résistances, inégales et partielles, du monde du travail et de la jeunesse en Europe, élargit l'espace de la gauche radicale. Travaillé par des luttes politiques, cet espace n'est pas homogène. Les directions social-libérales et réformistes, chacune à leur manière, prétendent rendre compatibles radicalité et aménagement de l'économie et des institutions existantes.

A l'opposé, ces derniers mois, ont vu le jour des initiatives pour réunir la gauche anticapitaliste en Europe. Loin de prétendre décréter une nouvelle internationale, il s'agit de rassembler au travers de conférences ouvertes, d'échanges d'expériences et d'initiatives communes, un pôle anticapitaliste à l'échelle européenne qui constituerait une force politique conséquente. C'est un projet nécessaire, actuel, urgent même, porté par la conviction que tout, aujourd'hui plus encore, impose de s'inscrire dans la perspective d'une rupture avec le système capitaliste.